

Unité Inter-Départementale Anjou Maine
rue du Cul d'Anon
BP 80145
49183 Saint-barthélémy

Saint-barthélémy, le 07/05/2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 16/04/2024

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

TECALEMIT AEROSPACE

Z.I du Puits
72500 Luceau

Références : 2024-177_TECALMIT_INSP_RAP.odt

Code AIOT : 0100009899

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 16/04/2024 dans l'établissement **TECALEMIT AEROSPACE** implanté **ZI DU PUIITS 72500 LUCEAU**. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite s'effectue dans le cadre de l'instruction du dossier de demande d'enregistrement déposé par la société **TECALEMIT**, en préfecture, le 12/03/2024.

Cette demande découle d'un arrêté préfectoral, en date du 23/05/2023, qui met en demeure l'exploitant de régulariser sa situation administrative vis-à-vis de ses installations de traitement de surface, concernées par le seuil de l'enregistrement des rubriques 2565 et 2564 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement.

Afin de se mettre en conformité par rapport aux prescriptions de l'arrêté ministériel du 09/04/2019, l'exploitant a notifié, dans son dossier d'enregistrement, un certain nombre de demandes d'aménagement via des délais pour la réalisation de différents travaux et prestations.

L'inspection des installations classées est venue constater que les travaux et prestations, liés à la

mise en conformité, planifiés au premier trimestre 2024 sont bien pris en compte voire réalisés.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- TECALEMIT AEROSPACE
- ZI DU PUIITS 72500 LUCEAU
- Code AIOT : 0100009899
- Régime : Néant
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société TECALEMIT AEROSPACE à Luceau (72500) est un établissement procédant à la conception et la fabrication de tuyaux (flexibles, rigides ou semi-rigides) pour le domaine de l'aéronautique et plus spécifiquement pour le transfert de fluides de type eau, air, huile, gaz ou carburant.

Pour ce faire, la société exploite plusieurs installations classées pour la protection de l'environnement dont celles dédiées au traitement de surface et concernées par les rubriques 2565 et 2564 de la nomenclature.

Thèmes de l'inspection :

- Air
- Eau de surface

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Situation administrative	Code de l'environnement du 15/04/2024, article R 512-46-4	Demande de justificatif à l'exploitant	7 jours
2	Émissions dans l'eau	Arrêté Ministériel du 09/04/2019, article 26	Demande de justificatif à l'exploitant	15 jours
3	Collecte et rejet des effluents	Arrêté Ministériel du 09/04/2019, article 29	Demande de justificatif à l'exploitant	2 mois
4	Émissions dans l'air	Arrêté Ministériel du 09/04/2019, article 48	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
5	Dispositif de rétention des pollutions accidentelles	Arrêté Ministériel du 09/04/2019, article 20	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La visite d'inspection du 16 avril 2024 a mis en évidence les constats suivants:

- L'exploitant doit transmettre les justificatifs des envois de courriers, au propriétaire du terrain où se situent les installations de traitement de surface et au maire de la commune de Luceau, afin d'obtenir leur avis sur l'état dans lequel devra être remis le site lors de l'arrêt définitif de l'installation.
- L'exploitant met en œuvre les travaux de mise en conformité de ses installations de traitement de surface conformément à la planification des actions du premier semestre 2024, mise en avant dans son dossier de demande d'enregistrement. Chaque mise en conformité, liée à un délai de mise en œuvre, constitue une demande d'aménagement des prescriptions de l'arrêté ministériel du

09/04/2019.

- L'exploitant doit fournir à l'inspection des installations classées les différents justificatifs liés à la commande de travaux et prestations dédiés à ces mises en conformité afin que le respect des échéances soit contrôlé.
- L'exploitant doit s'assurer que les rétentions de son conteneur de stockage de substances et mélanges dangereux soient entretenues, correctement employées, et localisées sur une aire spécifiquement dédiée à cette activité.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Situation administrative

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 15/04/2024, article R 512-46-4
Thème(s) : Situation administrative, Situation administrative du site
Prescription contrôlée : A la demande d'enregistrement doivent être jointes les pièces suivantes : [...] 5° Dans le cas d'une installation à implanter sur un site nouveau, la proposition du demandeur sur le type d'usage futur, au sens du I de l'article D. 556-1 A, du site lorsque l'installation sera mise à l'arrêt définitif, accompagné de l'avis du propriétaire, lorsqu'il n'est pas le demandeur, ainsi que celui du maire ou du président de l'établissement public de coopération intercommunale compétent en matière d'urbanisme. Ces avis sont réputés émis si les personnes consultées ne se sont pas prononcées dans un délai de quarante-cinq jours suivant leur saisine par le demandeur ;
Constats : L'exploitant a transmis, dans sa demande d'enregistrement, une copie des courriers destinés au propriétaire du terrain ainsi qu'au maire de la commune de Luceau, sans joindre de justificatifs d'envois. En tant qu'expéditeur, l'exploitant doit prouver que les destinataires ont reçu ces courriers en présentant un avis de réception signé.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant transmettra les justificatifs demandés à l'inspection des installations classées, sous une semaine, afin que la complétude du dossier de demande d'enregistrement puisse être statuée.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 7 jours

N° 2 : Émissions dans l'eau

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 09/04/2019, article 26
Thème(s) : Risques chroniques, Ouvrages de prélèvements

Prescription contrôlée : Le système de disconnection équipant le raccordement à une nappe d'eau ou au réseau public de distribution d'eau potable, en application du Code de la santé publique, destiné à éviter en toute circonstance le retour d'eau pouvant être polluée peut être vérifié régulièrement et entretenu.
Constats : L'exploitant n'est pas en mesure de présenter un devis de la société PASTEAU, ainsi que la planification d'une date pour la réalisation des travaux en mai.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant devra fournir à l'inspection des installations classées, sous quinze jours, un devis signé ainsi que la planification des travaux au plus tard pour juin.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 15 jours

N° 3 : Collecte et rejet des effluents

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 09/04/2019, article 29
Thème(s) : Risques chroniques, Rejet des eaux pluviales
Prescription contrôlée : En matière de dispositif de gestion des eaux pluviales, les dispositions de l'article 43 du 2 février 1998 susvisé s'appliquent. Les eaux pluviales susceptibles d'être significativement polluées du fait des activités menées par l'installation industrielle respectent les valeurs limites fixées à l'article 33 avant rejet au milieu naturel.
Constats : L'exploitant confirme que les prélèvements d'eaux pluviales ont été effectués le 28/03/2023 par l'APAVE EM Bretagne Maine Pacé et a fourni le devis avec le détail des paramètres analysés. Sont compris le pH, la température, la DCO, les hydrocarbures totaux ainsi que les MES. Cependant au vu des différentes activités du site, les analyses doivent être étendues au chrome VI, (installations de traitement de surface et d'application de peinture), au tetrachloroéthylène (traitement de surface) ainsi qu'à l'argent (installation de traitement et développement de surfaces photosensibles à base argentique). En effet, bien que les installations soient exemptes de tout rejet aqueux, les retombées des rejets atmosphériques, notamment en toiture sont à prendre en compte dans les ruissellements et rejets d'eaux pluviales.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant devra fournir à l'inspection des installations le rapport des analyses du 28/03/2023 et faire effectuer une analyse supplémentaire comprenant les paramètres des substances susmentionnées ou bien justifier de la non nécessité de leur réalisation au vu des quantités

utilisées et des traitements des émissions atmosphériques mis en œuvre dans les installations concernées.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 2 mois

N° 4 : Émissions dans l'air

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 09/04/2019, article 48
Thème(s) : Risques chroniques, Emissions dans l'air
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>1. Pour la détermination des flux, les émissions canalisées et les émissions diffuses sont prises en compte. Les effluents gazeux respectent les valeurs limites figurant dans le tableau ci-après selon le flux horaire. Dans le cas où le même polluant est émis par divers rejets canalisés, les valeurs limites applicables à chaque rejet canalisé sont déterminées le cas échéant en fonction du flux total de l'ensemble des rejets canalisés et diffus. En cas d'impossibilité, liée à l'activité ou aux équipements, d'effectuer une mesure représentative des rejets gazeux, une évaluation des conditions de fonctionnement et des capacités des équipements d'épuration à respecter les valeurs limites est réalisée.</p> <p>a) Cas général :</p> <p>si la consommation de solvant est supérieure à 2 tonnes par an: 75 mg/Nm³ (exprimée en carbone total de la concentration globale de l'ensemble des composés). Cette valeur ne s'applique pas aux installations dont la teneur moyenne en solvant organique de tous les produits de nettoyage utilisés ne dépasse pas 30 % en poids</p> <p>b) Consommation de solvants de mentions de danger H340, H350, H350i, H360D ou H360F (substances dites CMR) ou halogénés de mentions de danger H341 ou H351 : Pour les solvants halogénés de mentions de danger H341 ou H351</p> <p>Si le débit massique de la somme des composés justifiant l'étiquetage est supérieur ou égal à 100 g/h, une valeur limite d'émission de 20 mg/Nm³</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant confirme qu'une prestation est en cours de planification pour mai 2024 avec l'APAVE EM Bretagne Maine Pacé, pour la réalisation des analyses de rejets atmosphériques. Concernant les valeurs, qualifiées d'aberrantes, pour les rejets de perchloroéthylène transmis dans le rapport de l'APAVE du 31/03/2023, l'exploitant indique qu'elles ne correspondent pas aux caractéristiques d'exploitation.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant devra fournir, à l'inspection des installations classées, le devis signé ainsi que les dates planifiées pour la réalisation des analyses en mai 2024.</p> <p>Concernant les différents composés à analyser, l'exploitant devra préciser à l'APAVE les rubriques des installations classées pour la protection de l'environnement, auxquels sont reliées les différentes canalisations de rejets atmosphériques, afin que les VLE puissent être indiquées.</p>

Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 1 mois

N° 5 : Dispositif de rétention des pollutions accidentelles

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 09/04/2019, article 20
Thème(s) : Risques accidentels, Stockages et rétentions.
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>I. Dispositions générales</p> <p>Le stockage et la manipulation de substances ou mélanges dangereux sont effectués sur des aires étanches et aménagées pour la récupération des fuites éventuelles. [...]</p> <p>La capacité de rétention est étanche aux produits qu'elle pourrait contenir et résiste à l'action physique et chimique des fluides. Il en est de même pour son dispositif d'obturation qui est maintenu fermé. [...]</p> <p>Lorsque les stockages sont à l'air libre, les rétentions sont vidées dès que possible des eaux pluviales s'y versant.</p>
<p>Constats :</p> <p>Les substances et mélanges dangereux, en fûts, sont stockés dans un conteneur, sur rétention, situé à l'extérieur. Ce conteneur est placé sur une aire étanche mais non aménagée pour la récupération des fuites éventuelles ou déversements accidentels lors de la manipulation des fûts par gerbeur automoteur.</p> <p>Le conteneur est équipé de portes coulissantes pour sa fermeture. Cependant, l'inspection a constaté la présence d'eaux pluviales dans les rétentions du conteneur, ainsi que d'importants dépôts de rouille.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant doit faire vérifier l'étanchéité du conteneur, en partie haute, vis-à-vis des eaux de pluies et garantir l'instruction des personnels pour le maintien des portes fermées du conteneur en dehors des phases de manipulation. Par ailleurs, l'exploitant effectuera une vidange des rétentions du conteneur en considérant les liquides récupérés comme des déchets dangereux. De plus un nettoyage complet des rétentions, afin de retirer les différents dépôts, ainsi que l'application d'une nouvelle couche de peinture adaptée, seront réalisés afin de garantir l'efficacité du dispositif.</p> <p>Enfin l'exploitant devra justifier ses capacités d'assurer la récupération de fuites éventuelles en cas de manipulation.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 1 mois

